



05/231.75.80  
08/218.06.66

# LIGUE BURUNDAISE DES DROITS DE L'HOMME

## "ITEKA"

### Communiqué de presse de la Ligue ITEKA

A la suite de sa réunion extraordinaire de ce samedi 25 mars 1995, le Comité Exécutif de la Ligue ITEKA tient à publier le communiqué de presse suivant.

1. Depuis le samedi 19 mars 1995 la violence à Bujumbura et ses environs a pris un tournant particulièrement dangereux. En effet, ce jour-là a connu l'embuscade de Nyamutenderi qui a coûté la vie officiellement à 5 personnes dont 3 Européens tués froidement par des assaillants. Cette embuscade a été suivie d'actes de violence dans la ville de Bujumbura dont on ne peut pas encore dire qu'elles se sont arrêtées, violence qui a particulièrement touché le centre-ville, les zones de Musaga-Kanyosha, Bwiza et Buyenzi, entraînant de nombreux morts, des pillages et des destructions et la fuite de plusieurs personnes.

2. Cette exacerbation de la violence vient alourdir un bilan de violences, souvent meurtrières, déjà très lourd pour ce mois de mars. En effet, des bandes armées ont attaqué le camp militaire de Cibitoke, les brigades de Butara et Bubanza ainsi que différentes positions militaires, notamment celles de Buyengero et Rutumo. Le 11 mars 1995, Monsieur Ernest Kabushemoyo, Ministre de l'Energie et des Mines a été froidement abattu en pleine journée au centre de la ville de Bujumbura. Le 13 mars 1995, le Colonel Lucien Sakubu a été enlevé en pleine journée dans le quartier Kinama et sauvagement assassiné, tandis qu'à Bubanza, l'évêché était attaqué et que deux femmes y étaient tuées. Dans la ville de Bujumbura comme à travers le pays, des personnes moins connues sont quotidiennement tuées, des grenades éclatent dans des écoles secondaires et font des victimes comme cela a été récemment le cas à Gihanga, Rugari, Gitega et ailleurs.

3. La Ligue ITEKA profite de cette occasion pour adresser ses sincères condoléances à toutes les familles qui viennent de perdre les leurs et pour rappeler que la vie humaine est sacrée, que nul n'a le droit de la supprimer ou de l'exposer à la mort, notamment pour des calculs politiques.

4. La Ligue ITEKA salue les condamnations de la violence que l'on a entendu ces derniers jours de la part de responsables de partis politiques. Elle appelle cependant ces derniers à plus de constance et de non-selectivité dans ces condamnations. Et surtout la Ligue appelle les partis politiques à joindre les actes aux paroles, à se désolidariser concrètement des responsables de la violence. Ainsi par exemple, le FRODEBU ne pourra jamais convaincre qu'il est contre la violence tant que Messieurs Léonard Nyangoma et Christian Sendegeya, responsables déclarés de bandes armées, restent encore pour l'opinion publique en même temps membres de son Comité Directeur. La Ligue interpelle aussi tous les autres partis politiques agréés qui entretiennent discrètement des milices ou bandes armées. Leurs militants et sympathisants doivent se convaincre que la solution des problèmes burundais passe par le renforcement de l'état de droit, c'est-à-dire de la Constitution et de la loi en général, ainsi que la confiance dans les forces de l'ordre, la police et la justice comme instruments de répression de la criminalité. La Ligue réitère sa demande aux autorités administratives et à la Justice d'ouvrir des enquêtes sur la paternité ou la complicité des partis politiques agréés avec les bandes armées. La Ligue exige que ce délit grave soit sanctionné conformément à la loi. Il faut réellement opter pour l'état de droit.

5. A en juger par les comportements et les discours de certains politiciens, il y a lieu de penser que, comme cela se passe depuis le début de la crise, certains politiciens utilisent la violence pour arriver à leurs fins. Tout se passe comme s'il fallait à tout prix provoquer le chaos, laisser les gens se massacrer et les rescapés être jetés sur les routes de l'exil intérieur ou extérieur, les uns pour pouvoir justifier une intervention étrangère, les autres pour prouver que le Gouvernement actuel est incapable de ramener la paix et la sécurité.

6. Comme aux premiers jours de la crise, un certain nombre de hauts dirigeants politiques tiennent encore des discours ambigus et mensongers sur la crise que nous vivons. Leur émotion reste sélective. Ils parlent pour leur ethnie ou leur parti. Prompts à condamner les crimes et délits des "ethniquement et politiquement différents", ils se taisent par contre sur ceux des gens de leur ethnie ou leur parti quand ils ne s'évertuent pas à désinformer sur la réalité et les responsables réels des crimes. Le cas le plus flagrant de désinformation observé encore ces temps-ci concerne le génocide d'octobre 1993. Ce génocide est flagrant et il est inadmissible que de hauts responsables cherchent à l'occultier en parlant uniquement de massacres interethniques, et surtout en brandissant une catastrophe à la rwandaise. La Ligue ITEKA déplore l'exploitation politicienne du rapport de la Commission envoyée par le Secrétaire Général des Nations Unies. La Ligue demande aux politiciens burundais de s'en tenir à ce qu'ils ont signé et avoir le courage de laisser poursuivre l'identification des criminels.

7. La Ligue ITEKA demande au Président de la République et au Gouvernement de faciliter sans tarder le travail de la Justice, notamment en complétant les chambres criminelles, en entamant rapidement les procédures pour obtenir l'extradition des présumés putschistes d'octobre 1993, en donnant à la Justice les moyens matériels et financiers dont elle a besoin pour l'accomplissement de sa mission surtout en cette période d'insécurité. La Ligue ITEKA est pour un appui international à la justice burundaise mais nul ne peut et ne doit se substituer à elle. Il faut la renforcer car il ne peut pas y avoir de démocratie dans un pays sans justice nationale forte et indépendante.

8. La Ligue considère que les forces de l'ordre burundaises ont le devoir d'assurer réellement l'ordre et la sécurité pour tous. Il est important que ce rôle leur soit reconnu de façon cohérente et qu'elles le méritent par leur travail. Il faut qu'il y ait une stratégie de défense appropriée à la nature des actes d'insécurité que connaît le pays, que des sanctions très sévères soient prises à l'endroit des éléments des forces de l'ordre qui violent la discipline et l'éthique militaires, notamment en tuant des innocents, en pillant ou en faisant preuve de mollesse à l'égard des criminels.

9. Il est impératif que les forces de police contribuent effectivement à juguler la criminalité. En particulier les services de renseignement doivent effectivement travailler pour le pays, aider à prévenir les actes criminels, dirigés contre les forces de l'ordre ou les citoyens innocents, en particulier ceux qui subissent la mort, la torture et des brimades inouïes de la part de différentes bandes dans les quartiers ou sur les collines.

10. Pour terminer, la Ligue ITEKA demande à la Communauté Internationale de continuer à aider les Burundais à résoudre eux-mêmes leurs problèmes, à les affronter et non à les occulter. C'est pourquoi la Ligue salue la récente nomination d'un Rapporteur Spécial des Droits de l'Homme pour le Burundi. Ce que la Ligue attend notamment de ce Rapporteur, c'est qu'il contribue avec objectivité à éclairer en priorité sur l'organisation et les responsabilités de la tentative sanglante de Coup d'Etat, du génocide d'octobre 1993 et des autres crimes contre l'humanité, ainsi que sur l'organisation et la paternité des milices et bandes armées. Par ailleurs, la Communauté Internationale contribuerait beaucoup à créer les conditions de la paix au Burundi en aidant à couper les sources d'approvisionnement des bandes et milices armées burundaises.

Fait à Bujumbura, le 26 mars 1995.

